

Déclaration liminaire

CSA du 17 octobre 2024

Pour la CFDT Education Formation Recherche Publiques, la perspective de la suppression de 3 155 emplois de professeurs des écoles est inacceptable.

Les formations spécialisées santé sécurité au travail de tous les départements croulent sous les fiches déposées par des personnels à bout de force, signe de conditions de travail difficiles et de risques psycho-sociaux élevés. Dans notre académie, c'est bien le premier degré qui alerte le plus pour des actes de violence, verbale ou physique, et de souffrance psychique. Le bilan de l'an passé comptabilise, sur les 757 fiches déposées, pas moins de 615 fiches pour des actes de violence ! Quelle réponse est réellement apportée à chacune d'entre elles ? (Car ce sont majoritairement des femmes) Avec quel délai de réponse ? La situation s'améliorera-t-elle avec des élèves supplémentaires dans les classes ? La baisse démographique devrait être une occasion d'améliorer les conditions de travail et de se rapprocher des taux d'encadrement européens. Cela pourrait permettre aussi d'améliorer l'accompagnement de tous les enfants et jeunes dans une logique résolument inclusive tournée vers l'émancipation et la réduction des inégalités, parce que c'est bien d'une réforme systémique dont l'École a besoin pour inverser cette dégradation des conditions de travail.

Réussir l'école inclusive impose d'autres politiques publiques, et l'amélioration rapide des conditions d'emploi et d'organisation du travail, en particulier des AESH. Le recrutement de personnels AESH est très insuffisant et difficile dans de nombreux territoires. Le vivier est épuisé, des AESH démissionnent et le recrutement ne permet pas toujours de combler ces départs, de nombreux enfants sont scolarisés sans bénéficier de l'accompagnement humain notifié par les MDPH. Cela se traduit par des difficultés de travail pour les AESH et les enseignantes. Nous constatons également des difficultés importantes dans la mise en œuvre de la circulaire relative au travail des AESH sur le temps de pause méridienne. Il y a urgence à reprendre le travail sur ces questions pour améliorer les conditions d'exercice des personnels et les conditions d'étude des élèves.

Le projet de budget 2025 présenté la semaine dernière par le gouvernement propose des retraits d'emplois d'une ampleur inédite depuis 2011, cela ne tient pas compte de cette réalité du terrain, même si 2000 postes d'AESH sont créés, il faudra encore pouvoir les recruter. Une alerte sociale intersyndicale a d'ailleurs été déposée ce lundi 14 octobre suite à ces annonces budgétaires et particulièrement par rapport à la suppression de 3155 postes dans les écoles.

Pour conclure, nous tenons à rappeler la mémoire de nos collègues Samuel Paty et Dominique Bernard, assassinés par des personnes fanatisées de l'islamisme terroriste, assassinés parce qu'ils étaient des enseignants. Assurer la laïcité de l'école et des enseignements est nécessaire pour que l'éducation puisse assurer ses missions au bénéfice de tous les enfants et jeunes, dans une perspective d'émancipation. Les personnels doivent être soutenus sans relâche face aux attaques, intimidations, pressions dont ils peuvent être la cible. Cela suppose de coordonner des moyens qui ne relèvent pas tous de l'Éducation nationale.